
Government Unveils 2014 Budget Bill In Parliament

By Ruzanna Stepanian

RFE/RL Armenia Report - 28/10/2013

The Armenian government unveiled on Monday its draft state budget for next year calling for an 8 percent rise in public spending which Prime Minister Tigran Sarkisian said will primarily benefit social security, education and healthcare.

The bill presented by Sarkisian to the standing committees of the National Assembly commits the government to spending 1.24 trillion drams (\$3.1 billion), up from 1.15 trillion drams projected for this year. Budgetary revenues would similarly rise by around 10 percent to over 1.13 trillion drams.

The budgetary targets are based on the assumption that the Armenian economy will grow by 5.2 percent in 2014.

Addressing committee members, Sarkisian made clear that the government will not seek to ensure the sizable revenue increase through a further toughening of tax administration. He said tax authorities will instead focus on 'risky' sectors of the economy where they think tax evasion is particularly widespread. This will be done through more frequent tax audits of companies suspected of grossly underreporting their earnings, he said.

The remarks prompted concern from some lawmakers critical of the government's economic track record. In particular, Naira Zohrabian of the Prosperous Armenia Party (BHK) said she is worried that the State Revenue Committee (SRC) could penalize entrepreneurs at odds with the government. 'Will there be any political motives there?' she asked.

The BHK leader, Gagik Tsarukian, is a wealthy businessman who has long been accused by his critics of tax evasion. Zohrabian insisted, however, that her concerns do not relate to Tsarukian's businesses.

Sarkisian told lawmakers that the planned spending boost would translate into increases in public sector salaries and pensions. He spoke of 10 percent pay rises for military and security personnel and civil servants that would take effect in January and July respectively. He claimed that the pension rises, effective from January 1, alone would bring 32,000 elderly Armenians out of poverty.

The draft budget also envisages greater efficiency in the use of budgetary funds set aside for other social benefits. Sarkisian said the government would put a greater emphasis on helping unemployed Armenians find jobs, as opposed to providing them with financial assistance.

In that regard, the premier defended government plans to abolish modest monthly benefits paid to thousands of jobless people. He said government research has found that as much as 94 percent of individuals who have received those benefits in recent years are not eligible for such assistance.

Artsvik Minasian of the opposition Armenian Revolutionary Federation (Dashnaktsutyun) described this claim as a 'crime report' that must be investigated by law-enforcement bodies. He at the same time questioned the veracity of the waste alleged by Sarkisian, calling it a mere excuse to abolish the unemployment payments. The BHK, Dashnaktsutyun and other opposition groups are against the proposed measure.

Le gouvernement dévoile son projet de budget 2014 au Parlement

Le gouvernement arménien a dévoilé lundi son projet de budget pour l'année prochaine. Il se traduira par une hausse de 8 pour cent des dépenses publiques qui bénéficieront selon le Premier ministre Tigran Sarkissian à la sécurité sociale, l'éducation et la santé.

Le projet de loi présenté par Sarkissian aux commissions permanentes de l'Assemblée nationale, engage le gouvernement à dépenser 1240000000000 drams (3,1 milliards de dollars), soit une hausse de 1,15 trillions de drams par rapport à ce qui était prévu pour cette année. Les recettes budgétaires devraient parallèlement augmenter d'environ 10 pour cent, soit plus de 1,13 trillions de drams .

Les objectifs budgétaires sont fondés sur l'hypothèse que l'économie arménienne devrait croître de 5,2 pour cent en 2014.

S'adressant aux membres des commissions, M. Sarkissian a précisé que le gouvernement ne cherchera pas à financer cette augmentation appréciable du budget par de nouvelles taxes. Il a déclaré que les autorités fiscales concentreront leur efforts sur les secteurs « à risque » de l'économie où ils pensent que l'évasion fiscale est particulièrement répandue. Cela prendra la forme de contrôles fiscaux plus fréquents sur des entreprises soupçonnées de sous déclarations grossière leurs revenus, a-t-il dit .

Ces remarques ont suscité des inquiétudes de certains législateurs qui critiquent le bilan économique du gouvernement. En particulier, Naira Zohrabian du parti Arménie prospère (BHK) qui se dit inquiète que le Comité national des impôts (SRC) puisse pénaliser les entrepreneurs en désaccord avec le gouvernement. " N'y aura-t-il jamais de motifs politiques à ces contrôles ? " a-t-elle demandé.

Le chef BHK, Gagik Tsarukian, est un riche homme d'affaires qui a longtemps été accusé par ses détracteurs d'évasion fiscale. Zohrabian a insisté, cependant, sur le fait que ses préoccupations ne concernent pas les entreprises de Tsarukian.

Sarkissian a déclaré aux parlementaires que la poussée des dépenses prévues se traduirait par une augmentation des salaires et des pensions du secteur public. Il a parlé de 10 pour cent d'augmentations de salaire pour le personnel militaire et de sécurité, lesquels entreraient en vigueur en janvier et juillet , respectivement. Il a affirmé que l'augmentation des pensions à compter du 1er janvier, permettrait à elle seule de faire sortir 32.000 personnes âgées du seuil de la pauvreté.

Le projet de budget prévoit également une plus grande efficacité dans l'utilisation des fonds budgétaires réservés à d'autres prestations sociales. Sarkissian a déclaré que le gouvernement mettrait porterait plutôt l'effort sur l'aide aux chômeurs à trouver un emploi, que sur leur aide financière.

À cet égard, le premier ministre a défendu le projet du gouvernement d'abolir les prestations mensuelles modestes versées à des milliers de personnes sans emploi. Selon lui les enquêtes du gouvernement ont montré que près de 94 pour cent des personnes qui ont reçu ces prestations ces dernières années n'y étaient pas admissibles.

Artsvik Minasian de la Fédération Révolutionnaire Arménienne (FRA) a décrit cette déclaration comme un « rapport criminel » qui devrait être examinée par les organes répressifs. Il a en même temps remis en question la véracité des faits allégués par Sarkissian, les qualifiant de simples excuses pour supprimer les allocations de chômage. Le BHK, la FRA et d'autres groupes d'opposition sont contre la mesure proposée.

Questions d'argent : contradictions et confusions surgissent sur la proposition de budget de l'Etat pour l'augmentation des salaires des fonctionnaires

armenews.com - 18/10/2013

Le budget de l'Etat pour 2014 prévoit une augmentation des salaires des employés de l'administration publique impliquant 48,5 milliards de drams d'allocations supplémentaires (118,2 millions de dollars) ce qui dépasse la répartition de l'an dernier de 9,3 milliards de drams (22 millions de \$). Le gouvernement a soumis un projet de loi sur les salaires des fonctionnaires et les hauts fonctionnaires doivent en bénéficier le plus. Le projet de loi définit un système unique pour les fonctionnaires de l'Etat, qui auront certain coefficient à multiplier par le salaire de base pour produire leur rémunération principale.

Le Président a le coefficient le plus élevé de 20, suivi par le Président du Parlement et le Premier ministre (18), le prochain président de la Cour constitutionnelle à venir (16) et le secrétaire du Conseil national de sécurité (15,5) ; le vice-premier ministre, le procureur général, les présidents de la Cour de cassation et de la Chambre de contrôle, ainsi que le Médiateur (15).

Néanmoins, le président Serge Sarkissian a fait une déclaration à la fin août au ministère de l'Éducation et des Sciences indiquant que les salaires seraient doubler au 1er Janvier 2014, alors que le Premier ministre Tigran Sarkissian a annoncé que l'augmentation viendrait en Juillet et qu'elle serait seulement de 40 pour cent. La contradiction a suscité la controverse, la confusion et l'agitation dans les milieux politiques.

« Comment se fait-il que les déclarations du premier ministre et du président se contredisent ? » a demandé le député de la Fédération Révolutionnaire Arménienne Aghvan Vardanyan lors d'une question au Parlement.

« La question des salaires est au centre des préoccupations du gouvernement. Il y aura certaine augmentation des salaires en Janvier 2014, mais le relèvement le plus tangible viendra en Juillet 2014 ce qui concorde avec le délai fixé par le président » affirme le chef d'état-major du gouvernement Vache Gabrielyan.

En référence à la controverse entre le Président et les déclarations du premier ministre, le journal 168 Heures a écrit : « Cela arrive à un moment où personne n'aurait pu imaginer que l'Arménie pourrait ruiner les négociations d'accord d'association avec l'Union européenne et entrer dans l'Union douanière. Et cet encreage devait être suivie d'une réunion de promesse de fonds de la part des bailleurs de l'UE , et par conséquent l'Arménie se serait vu accordée, par le même engagement de l'UE, la valeur d'une aide financière de 1 à 1,5 milliards d'euros ».

Le député du Parti républicain d'Arménie Galust Sahakian a offert son explication : « Nous étions certains que nous aurions le budget nécessaire

et les évolutions économiques qui nous permettraient d'augmenter les salaires dès que possible, mais nous avons exprimé à plusieurs reprises les échecs et les défis économiques présents partout dans le monde. Le premier ministre donnera une réponse plus substantielle à la question au parlement».
